

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26 000 VALENCE

Valence, le 23/06/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/04/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**Société MANUFACTURE MAROQUINERIE DU DAUPHINE (MMD)**

470 rue des ANDRILLOTS  
26 600 GRANGES-LES-BEAUMONT

Référence : 20230623-RAP-DEAN0642  
Code AIOT : 0010300098

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/04/2023 dans l'établissement MANUFACTURE MAROQUINERIE DU DAUPHINE (MMD) implanté 470 rue des ANDRILLOTS 26 600 GRANGES-LES-BEAUMONT. L'inspection a été annoncée le 03/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de la DREAL portant sur les installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ou de l'enregistrement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MANUFACTURE MAROQUINERIE DU DAUPHINE (MMD)
- 470 rue des ANDRILLOTS 26600 GRANGES-LES-BEAUMONT
- Code AIOT : 0010300098
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non IED

La maroquinerie MANUFACTURE MAROQUINERIE DU DAUPHINE fait partie du groupe GUCCIO TOLOMEI, qui dispose d'une dizaine de manufactures en France, avec près de 2000 salariés.

Le site de Granges-les-Beaumont, créé en 1998, est la plus grosse unité du groupe. Elle est spécialisée dans la sous-traitance de la maroquinerie de luxe et emploie plus de 400 personnes.

L'établissement travaille en « 2 x 8 » entre 05h30 et 20h30. Il comporte essentiellement des installations de production, ainsi qu'une zone logistique et un bureau d'études qui conçoit et développe les outils spécifiques à la fabrication.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- situation administrative,
- état des stocks,
- fiches de données de sécurité,
- plan des réseaux,
- prévention du risque de pollution (rétentions des produits et des eaux d'extinction),
- suivi des moyens d'intervention et de détection incendie,
- suivi des installations de protection foudre,
- suivi des installations de désenfumage,
- suivi des installations électriques,
- suivi des émissions atmosphériques,
- suivi des déchets.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Pour des faits engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, une lettre de suites sera transmise avec une demande de mise en œuvre d'action corrective dans un délai donné. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Délais
2	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Lettre de suite	3 mois
3	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, articles 31, 35 et 37-5	Lettre de suite	3 mois
4	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 16/04/2002, article 4.3.2	Lettre de suite	3 mois
6	Rétention des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 16/04/2002, article 4.7.5	Lettre de suite	6 mois
7	Prévention des pollutions des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 16/04/2002, article 4.2.1	Lettre de suite	6 mois
8	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 59 et 25-IV	Lettre de suite	3 mois
9	Moyens d'intervention en cas d'incendie	Arrêté Préfectoral du 16/04/2002, article 6.4.2	Lettre de suite	1 mois
14	Emissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 16/04/2002, articles 7.7 à 7.11	Lettre de suite	3 mois
15	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 16/04/2002, article 5	Lettre de suite	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Délais de réponse (1)
10	Moyens de détection incendie	Arrêté Préfectoral du 16/04/2002, article 6.1.2	1 + 3 mois
12	Suivi des dispositifs de protection foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 19, 21	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de réception du rapport.

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 16/04/2002, article 1er	Sans objet
5	Prévention du risque de pollution liés aux produits	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 (I. et II.)	Sans objet
11	Suivi des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 (A)	Sans objet
13	Suivi des dispositifs de désenfumage	Arrêté Préfectoral du 16/04/2002, article 6.2.5	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

La visite d'inspection réalisée le 6 avril 2023 a permis de constater que les installations de la société MANUFACTURE MAROQUINERIE DU DAUPHINE (MMD) pour son site de Granges-les-Beaumont étaient exploitées dans des conditions plutôt satisfaisantes.

Néanmoins, plusieurs non-conformités, détaillées dans la suite du rapport, ont été relevées. L'exploitant doit veiller à lever ces écarts dans les meilleurs délais et au plus tard selon ceux fixés dans le présent rapport d'inspection.

### **2-4) Fiches de constats**

Cf. pages suivantes.

## N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/04/2002, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nomenclature ICPE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Arrêté préfectoral n°02-1810 du 16 avril 2002 Article 1er <i>« La société MANUFACTURE DE MAROQUINERIE DU DAUPHIE (M.M.D.) dont le siège social est situé Zone d'Activité « Les Andrillots » - 26600 GRANGES LES BEAUMONT est autorisée à exploiter à cette adresse une usine de maroquinerie, classée comme indiqué dans le tableau suivant : »</i>  Synthèse du tableau de classement : * 2360.1 – Atelier de travail des chaussures, maroquinerie ou travail des cuirs et peaux, puissance > 200 kW. Puissance installée = 250 kW. Régime A. * 2920.2.b – Installation de réfrigération ou de compression (fluides non inflammables et non toxiques) – 50 kW < puissance ≤ 500 kW – Régime D.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter une liste des installations relevant de la rubrique 2360 avec les puissances unitaires des machines utilisées pour le travail du cuir.  Il précise que selon le dernier inventaire réalisé, la puissance maximale était inférieure à 200 kW, soit moins que la puissance autorisée et également moins sur le seuil du régime de l'autorisation. Néanmoins, l'exploitant souhaite conserver le bénéfice de son autorisation pour une puissance maximum de 250 kW.  <b>Observation n°1 :</b> L'exploitant doit être en mesure de justifier la puissance maximale installée sur son installation, pour les machines relevant d'un classement sous la rubrique 2360.  Le tonnage du dépôt de peaux sur l'installation ne fait pas l'objet d'un suivi particulier.  <b>Observation n°2 :</b> L'exploitant doit s'assurer que le stockage des peaux relevant de la rubrique 2355 est effectivement inférieur à 10 t, restant ainsi sous le seuil de la déclaration. Dans le cas contraire, l'installation devrait faire l'objet d'une régularisation (dossier de porter à connaissance selon les dispositions prévues par l'article R. 181-46 du code de l'environnement).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Etat des stocks de produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>Arrêté ministériel du 04/10/2010</b> Section VI : Dispositions générales de prévention des risques (Articles 45 à 69) Sous-section VI-1 : Connaissance des risques et des installations (Articles 48 à 50) Article 49 - Etat des matières stockées. « (...) <i>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. (...) »</i>

<p>Annexe à l'arrêté préfectoral du 16/04/2002</p> <p>7.6 – Registre entrées/sorties</p> <p>« L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. »</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté un état des stocks des produits dangereux détenus sur l'établissement. L'état des matières stockées est géré par le service en charge des approvisionnements.</p> <p>Les produits sont rentrés dans l'inventaire à réception. Un inventaire physique est ensuite réalisé une fois par semaine. Le retrait du stockage est assuré en scannant le code produit associé après utilisation.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan général des stockages associé à cet inventaire. Pas ailleurs, il n'existe pas d'inventaire concernant les matières combustibles non dangereuses.</p> <p><b>Non-conformité n°1 : L'exploitant complète son inventaire des produits dangereux détenus, par un plan général des stockages, conformément aux dispositions prévues par l'article 7.6 de l'arrêté préfectoral du 16/04/2002. Il le complète aussi par un état des matières combustibles non dangereuses stockées, conformément aux dispositions prévues par l'article 49 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010.</b></p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite</p> <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>
---

### N° 3 : Fiche de données de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Disponibilité des FDS à jour
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Titre IV : Information à l'intérieur de la chaîne d'approvisionnement</p> <p>Article 31</p> <p>Exigences relatives aux fiches de données de sécurité</p> <p>« 1. Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II (...) »</p> <p>Article 35</p> <p>Accès des travailleurs aux informations</p> <p>« Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises conformément aux articles 31 et 32 [= dans la FDS] et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail. »</p> <p>Titre V : Utilisateurs en aval</p> <p>Article 37</p> <p>Évaluations de la sécurité chimique par l'utilisateur en aval et obligation de déterminer, de mettre en œuvre et de recommander des mesures de réduction des risques</p> <p>« (...) »</p> <p>5. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :</p> <p>a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>

<p>b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique ;</p> <p>c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32.</p> <p>(...) »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a pu justifier de la disponibilité des fiches de données de sécurité (FDS) des produits détenus et utilisés sur l'établissement. Selon l'état présenté sur le logiciel utilisé par l'exploitant, le site dispose d'une base d'environ 150 produits, une FDS était toutefois manquante (produit qui ne serait plus utilisé).</p> <p>Les FDS sont toutefois relativement anciennes et non à jour considérant les évolutions sur le contenu de ces fiches intervenues ces dernières années. Près d'un quart des fiches sont antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2019 et les deux tiers sont antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2021. De fait, la majorité des fiches ne sont pas à jour.</p> <p><b>Non-conformité n°2 :</b> L'exploitant ne prend pas les dispositions nécessaires pour disposer des fiches de données de sécurité (FDS) à jour des produits utilisés sur l'établissement. L'exploitant met en place une action corrective dans les meilleurs délais afin de se mettre en conformité sous 3 mois. À l'issue de ce délai, en cas de difficulté liée à une absence de transmission de ou des fournisseur(s), l'exploitant transmettra à l'inspection une copie des courriers de relance pour les produits concernés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 3 mois

#### N° 4 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2002, article 4.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité des plans à jour
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté préfectoral n°02-1810 du 16 avril 2002</p> <p>Annexe à l'arrêté</p> <p>« 4.3 - Collecte des effluents liquides</p> <p>(...)</p> <p>4.3.2 - Un plan des réseaux de collecte des effluents faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques,... doit être établi, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées ainsi que des services d'incendie et secours. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan des réseaux à jour.</p> <p><b>Non-conformité n°3 :</b> L'exploitant ne dispose pas d'un plan des réseaux à jour répondant aux dispositions prévues par le point 4.3.2 de l'arrêté préfectoral du 16 avril 2002. Le plan des réseaux est mis à jour sous 3 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 3 mois

## N° 5 : Prévention du risque de pollution liés aux produits

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 (I. et II.)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention : capacités, entretien et gestion des incompatibilités
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté du 04/10/2010  SECTION IV : DISPOSITIONS RELATIVES A LA LIMITATION DES CONSEQUENCES DE PERTES DE CONFINEMENT (Articles 24 à 27)  Article 25  I. - Capacité des rétentions  « Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :  - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé »,  - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».  (...) »  Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :  – dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients »,  – dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients »,  – dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.  (...) »</p> <p>II. — Règles de gestion des rétentions et stockages associés.  « (...) »  La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.  Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.  L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.  Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux prescriptions applicables à l'installation en matières de rejets ou sont éliminés comme les déchets.  Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. »</p> <p>Annexe à l'arrêté préfectoral du 16/04/2002  4.7.2 – Capacités de rétention  4.7.2.1 à 4.7.2.3</p>
<p><b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté les lieux de stockage des produits utilisés sur l'établissement lors de la visite des installations.</p> <p>Le site dispose de stockages intermédiaires en petits volumes et d'un local de stockage principal.</p> <p>Les différents stockages disposent d'un dispositif de rétention adapté aux produits stockés. Il n'a pas été relevé de défaut sur l'état des rétentions, ni sur la gestion des incompatibilités entre les produits lors de la visite.</p> <p>Les quantités présentes sont relativement faibles. Les volumes disponibles apparaissent cohérents avec les dispositions applicables (capacités disponibles non vérifiées précisément).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 6 : Rétention des eaux d'extinction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/04/2002, article 4.7.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention en cas d'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Arrêté préfectoral n°02-1810 du 16 avril 2002 Annexe à l'arrêté 4.7.5 - Bassin de confinement <i>« Un dispositif de confinement des eaux accidentellement polluées, notamment lors de l'extinction d'un incendie ou d'une pollution accidentelle y compris des eaux pluviales, est réalisé en mettant en place des dispositifs d'obturation (vannes, tampons étanches, ...) au niveau des réseaux d'évacuation des eaux pluviales des parkings, quais, situés aux abords des bâtiments de production. »</i>  4.7.2.3. - « Les capacités de rétention et le réseau de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comporteront aucun moyen de vidange par simple gravité dans l'égout ou le milieu naturel. »
<b>Constats :</b> L'exploitant ne dispose d'aucun dispositif visant à confiner les eaux d'extinction sur l'établissement en cas d'incendie.  Il n'existe pas de dispositif d'obturation des eaux pluviales et la capacité de rétention qui serait obtenue le cas échéant n'est pas connue.  <b>Non-conformité n°4 :</b> L'exploitant n'est pas en capacité de recueillir les eaux d'extinction en cas d'incendie, contrairement aux dispositions prévues par le point 4.7.5 de l'arrêté préfectoral du 16 avril 2002. L'exploitant définit sous 1 mois les actions correctives nécessaires pour une mise en conformité, dont la mise en œuvre devra être effective sous 6 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois et 6 mois

## N° 7 : Prévention des pollutions des eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/04/2002, article 4.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement des eaux pluviales avant rejet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Arrêté préfectoral n°02-1810 du 16 avril 2002 <i>Annexe à l'arrêté</i> <i>« 4.2 - Différents types d'effluents liquides</i> <i>Les rejets de l'établissement sont composés :</i> <i>- des eaux de ruissellement des aires de stationnement ;</i> <i>- des eaux d'origine sanitaire ;</i> <i>- des eaux pluviales.</i>  <i>4.2.1- Les eaux de ruissellement recueillies sur les aires de stationnement les plus importantes</i>  <i>Elles seront collectées et traitées dans des séparateurs d'hydrocarbures.</i>  <i>Elles seront ensuite dirigées vers des dispositifs d'infiltration. »</i>
<b>Constats :</b> Les eaux pluviales de ruissellement des aires de stationnement les plus importantes ne sont pas collectées et traitées par des séparateurs d'hydrocarbures (il n'en existe pas sur le site).  <b><u>Non-conformité n°5 :</u></b> Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées par les hydrocarbures, notamment au niveau des principales aires de stationnement, ne font pas l'objet d'un traitement avant rejet contrairement aux dispositions prévues par le point 4.2.1 de l'arrêté préfectoral du 16 avril 2002. L'exploitant définit sous 1 mois les actions correctives nécessaires pour une mise en conformité, dont la mise en œuvre devra être effective sous 6 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois et 6 mois

## N° 8 : Consignes d'exploitation et de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 59 et 25-IV et AP
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes en cas d'urgence
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sous-section VI-3 : Maîtrise de l'exploitation (Articles 57 à 67) <i>Article 59 Consignes d'exploitation et de sécurité.</i> <i>« Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.</i> <i>(...)</i> <i>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</i> <i>(...)</i> <i>-les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</i> <i>-les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</i> <i>-les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;</i> <i>(...) »</i>

## Article 25

IV. — Dispositions spécifiques aux rétentions déportées.

« (...) »

*L'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage actifs (...). »*

Arrêté préfectoral n°02-1810 du 16 avril 2002

Annexe à l'arrêté

6.3.1 - L'exploitant veillera à la qualification professionnelle et à la formation "sécurité" de son personnel.

« Une formation particulière sera assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance d'installations susceptibles, en cas de fonctionnement anormal, de porter atteinte à la santé et à la sécurité des personnes.

Cette formation devra notamment comporter :

- toutes les informations sur les produits manipulés,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ;
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention en place.

6.3.2 – Consignes de sécurité

(...) »

### Constats :

En cas de perte de confinement sur un contenant, l'exploitant dispose de kits d'absorption.

L'intervention serait plutôt du ressort de l'équipe maintenance. Ce point ne fait pas l'objet d'une consigne.

Pour l'intervention en cas d'incendie, l'exploitant dispose d'une consigne d'évacuation et de première intervention datant de 2019. Un plan de formation est en cours (objectif de formation de 100 % du personnel sur environ 2 ans).

**Non-conformité n°6 : Le personnel du site n'apparaît pas suffisamment formé à l'application des consignes pour l'intervention en cas d'incident (et/ou consignes manquantes), au regard des dispositions prévues par le point 6.3.1 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 16 avril 2002.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 9 : Moyens d'intervention en cas d'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/04/2002, article 6.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens fixes et mobiles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Arrêté préfectoral n°02-1810 du 16 avril 2002 <i>Annexe à l'arrêté</i> <b>6.4 - Lutte contre l'incendie</b> <i>L'établissement devra disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et correctement répartis sur la superficie à protéger. Ils se composeront :</i>  <b>6.4.1 – Moyens mobiles</b> <i>- d'extincteurs à eau pulvérisée de type 21 A (ou équivalents) à raison d'un appareil pour 250 m<sup>2</sup> pour les ateliers, magasins, entrepôts, etc...</i> <i>- d'extincteurs à poudre (ou équivalent) de type 55 B près des installations de stockage et d'utilisation de liquides et gaz inflammables,</i> <i>- d'extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques,</i> <i>- d'un réseau de RIA desservant les parties des locaux dans lesquelles sont stockées des matières combustibles.</i>  <i>Les extincteurs seront placés en des endroits signalés et rapidement accessibles en toutes circonstances.</i>  <b>6.4.2 – Moyens fixes</b> <i>« - de 3 poteaux d'incendie (débit unitaire 1000 l/mn)</i> <i>Le réseau hydraulique devra être capable de fournir les 3000 l/mn pendant deux heures au moins.</i> <i>Les conduites d'alimentation devront avoir un diamètre permettant l'utilisation simultanée des 3 hydrants.</i> <i>Les deux premiers poteaux devront se situer à moins de 100m des accès du bâtiment. Le troisième à moins de 200 mètres des accès du bâtiment.</i> <i>Leur installation sera conforme aux normes NSF 61-213 et 62-200. »</i>
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté les derniers rapports de contrôle des moyens de premières interventions (extincteurs et RIA). Le rapport concernant les RIA comporte des observations sur la présence de fuites, sans remise en cause du bon fonctionnement.
<b>Observation n°3 :</b> L'exploitant précise les suites données à la détection de « fuites » sur les RIA n°4, 7 et 9 lors du contrôle de ces derniers le 04/02/2022.  L'exploitant n'a pas pu présenter le justificatif de débit des 3 poteaux d'incendie en simultané.
<b>Non-conformité n°7 :</b> L'exploitant doit justifier du débit disponible en simultané sur les 3 poteaux d'incendie susceptibles d'être utilisés pour assurer la défense extérieure du site contre l'incendie (débit de 180 m <sup>3</sup> /h pendant 2h à justifier), conformément aux dispositions prévues par le point 6.4.2 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 16 avril 2002.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 10 : Moyens de détection incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/04/2002, article 6.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance et détection incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Arrêté préfectoral n°02-1810 du 16 avril 2002 Annexe à l'arrêté 6.1.2 - Surveillance <i>« Le responsable de l'établissement prendra les dispositions nécessaires pour que lui-même ou une personne déléguée, techniquement compétente en matière de sécurité, puisse être alertée et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin pendant et en dehors des heures de travail.</i>  <i>En particulier un dispositif de détection d'incendie sera implanté dans l'ensemble des bâtiments. »</i>
<b>Constats :</b> Le site est équipé d'une détection incendie dont les alarmes sont reportées à une société de télésurveillance 24 h/24. Le dernier rapport de contrôle de la détection incendie n'a pas été transmis après la visite (possiblement par omission).  <b><u>Observation n°4 :</u></b> L'exploitant transmet sous 1 mois le dernier rapport de contrôle de la détection incendie.  L'exploitant a transmis un rapport d'audit relatif à une prestation basée sur le référentiel APSAD R11 concernant la vulnérabilité du site.  <b><u>Observation n°5 :</u></b> L'exploitant transmet sous 3 mois les suites données au rapport APAVE du 15/11/2022, portant sur l'analyse de vulnérabilité incendie du site, pour ce qui concerne les recommandations de priorité de traitement 1 et 2.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet
<b>Échéance de réponse :</b> 3 mois

## N° 11 : Suivi des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 (A)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance périodique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Section VI : Dispositions générales de prévention des risques (Articles 45 à 69) Sous-section VI-3 : Maîtrise de l'exploitation (Articles 57 à 67) <i>Article 66 Installations électriques</i> <i>« A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.</i> <i>L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.</i> <i>Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</i> <i>(...) »</i>  <i>Arrêté préfectoral n°02-1810 du 16 avril 2002</i> <i>Annexe à l'arrêté</i> <i>6.2.3 – Installation électrique (...)</i>
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis les derniers rapports de contrôle des installations électriques (rapport du 30/11/2022). Ce dernier comporte 11 observations, dont 5 nouvelles.  Les rapports Q18 et Q19 ont également été transmis. Ces derniers ne comportent pas d'observations.  <b>Observation n°6 :</b> L'exploitant s'assure de la levée des observations du dernier rapport de contrôle des installations électriques (rapport APAVE du 30/11/2022).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 12 : Suivi des dispositifs de protection foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Arrêté ministériel du 4 octobre 2010 Section II : Dispositions relatives à la protection contre la foudre (Articles 16 à 23) Article 16</p> <p>« Les dispositions de la présente section sont applicables aux installations classées soumises à autorisation visées par les rubriques suivantes dès lors qu'une agression par la foudre peut être à l'origine d'un événement susceptible de porter atteinte, directement ou indirectement, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- toutes les rubriques de la série des 1000 et des 4000 ;</li><li>- les rubriques de la série 2000 suivantes : 2160,2250,2345,2420,2430,2450,2531,2541 à 2552,2562,2566 à 2570,2620 à 2661,2670 à 2681,2718,2770,2771,2782,2790,2791,2795,2797,2910 et 2950 ;</li><li>- les rubriques de la série 3000 suivantes : 3110 à 3260,3410 à 3510,3550,3610,3670 et 3700.</li></ul> <p>(...)</p> <p>Les dispositions du présent arrêté peuvent être rendues applicables par le préfet aux installations classées soumises à autorisation non visées par les quatre premiers alinéas de cet article dès lors qu'une agression par la foudre sur certaines installations classées pourrait être à l'origine d'événements susceptibles de porter atteinte, directement ou indirectement, aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>(...) »</p> <p><b>Arrêté préfectoral n°02-1810 du 16 avril 2002</b> Annexe à l'arrêté 6.2.5 – Protection contre la foudre « L'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées est applicable. »</p>
<p><b>Constats :</b> La section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 réglemente désormais la protection foudre sur les installations classées pour la protection (l'arrêté du 28 janvier 1993 est caduc).</p> <p>L'exploitant a fait réaliser une analyse du risque foudre, mais n'a pas mis en place de protection tenant compte des résultats de cette analyse.</p> <p>L'inspection note que la rubrique 2360 n'est pas visée par l'article 16 de l'arrêté. Par conséquent, un écart sur la mise en œuvre des mesures de prévention et des dispositifs de protection foudre n'est pas relevé. Néanmoins, l'exploitant doit pouvoir justifier qu'une agression par la foudre n'est pas susceptible d'être à l'origine d'événements susceptibles de porter atteinte, directement ou indirectement, aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p><b>Observation n°7:</b> L'exploitant justifie sous 3 mois qu'une agression par la foudre n'est pas susceptible d'être à l'origine d'événements susceptibles de porter atteinte, directement ou indirectement, aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Dans le cas contraire, l'exploitant met à jour en tant que de besoin l'analyse de risque foudre de l'établissement et l'étude technique associée et présente un calendrier de mise en œuvre de la protection foudre.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet
<b>Échéance de réponse :</b> 3 mois

### N° 13 : Suivi des dispositifs de désenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/04/2002, article 6.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Arrêté préfectoral n°02-1810 du 16 avril 2002 Annexe à l'arrêté 6.4.3 – Désenfumage « Le désenfumage des locaux devra pouvoir s'effectuer par des ouvertures situées dans le quart supérieur de leur volume. La surface totale des ouvertures ne devra pas être inférieure au 1/100e de la superficie des locaux.  L'ouverture des équipements envisagés devra être à commande automatique et manuelle.  Les commandes d'ouverture manuelle seront placées à proximité des accès et regroupées par canton. »
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle des installations de désenfumage.  Ce dernier ne comporte pas d'observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 14 : Émissions atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/04/2002, articles 7.7 à 7.11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi et gestion des émissions atmosphériques – COV
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Arrêté préfectoral n°02-1810 du 16 avril 2002 Annexe à l'arrêté « 7.7 – Composés organiques volatils (C.O.V.) <i>Toutes dispositions seront prises pour limiter les émissions de C.O.V., en particulier lors des opérations de collage, chaque fois que des colles aqueuses pourront être utilisées on privilégiera cette technique.</i>  7.8 – La valeur limite d'émission de C.O.V. non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est de 50 mg/m3.  <i>Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 25 % de la quantité de solvants utilisée.</i>  7.9 – Les colles et autres produits utilisés à base de solvants ne devront pas contenir de C.O.V. à phase de risque ni de substances à phrases de risque R.45, R.46, R.49, R.60, R.61 et halogénés étiquetés R.40, telle que définies dans l'arrêté du 20 avril 1994.  7.10 – Mise en œuvre d'un schéma de maîtrise des émissions de C.O.V.  <i>Les valeurs limites d'émissions canalisées et diffuses relatives aux C.O.V. définies ci-dessus ne sont pas applicables aux rejets des installations faisant l'objet d'un schéma de maîtrise des émissions de C.O.V., tel que défini ci-après.</i>  <i>Un tel schéma garantit que le flux total d'émissions de C.O.V. de l'installation ne dépasse pas le flux qui serait atteint par une application stricte des valeurs limites d'émission canalisées et diffuses définies dans le présent arrêté.</i> (...) <i>Une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants visés au point 7.8 est effectuée, selon les</i>



méthodes normalisées en vigueur, au moins tous les trois ans.

(...)

En cas d'impossibilité, liée à l'activité ou aux équipements, d'effectuer une mesure représentative des rejets, une évaluation des conditions de fonctionnement et des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée. »

7.11 – L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants ou produits à base de solvants de l'installation.

Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »

#### **Constats :**

L'établissement ne comporte pas de dispositif particulier visant à la collecte puis au traitement des effluents gazeux avant rejet en toiture. Les postes de travail avec application de colles ou de teintures, sont équipés individuellement d'aspiration et de filtres avant rejet dans l'espace de travail commun. Les filtres sont gérés en déchets.

Les produits utilisés sont de 3 types : les colles, les teintures et les produits d'hygiène/d'entretien.

La nocivité des produits est en baisse ces dernières années, avec une volonté d'utiliser des produits à base d'eau essentiellement, conformément au point 7.7 de l'arrêté préfectoral. Il n'y a pas de substances utilisées classées cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction selon l'exploitant.

L'inspection a consulté les fiches de données de sécurité (FDS) des 4 produits suivants : AQUAGRIP 520F, Ecostick DSP350, ECHO PU 249 W et ECO CLEANER 2. Ces fiches ne sont pas à jour au regard des versions transmises (cf. point de contrôle ci-avant).

Les 3 premiers produits sont des colles, le dernier est un produit de nettoyage. Pour au moins un produit, la présence de solvant ne peut pas être écartée. En effet, selon la FDS, l'AQUAGRIP 520F contient de l'acétone (moins de 1 %).

Bien que les produits utilisés (colles et teintures) soient essentiellement à base d'eau, l'usage de produits contenant des solvants ne peut donc pas être écarté (ni l'émission de COV).

Afin de justifier du respect des dispositions prévues par l'arrêté préfectoral, la réalisation d'un bilan matière permettant d'estimer les rejets de COV apparaît nécessaire. L'exploitant n'a pas réalisé de suivi précis des produits utilisés pouvant contenir des solvants, il ne dispose pas de plan de gestion de solvants ni de schéma de maîtrise des émissions à jour.

**Non-conformité n°8 :** L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan de gestion de solvants, ni au besoin un schéma de maîtrise des émissions visant à justifier par un bilan du respect des valeurs limites de rejet. Les quantités de COV susceptibles d'être rejetées étant faibles, la réalisation d'un plan de gestion de solvant annuel, mettant en évidence les rejets de COV non captés, permettrait de répondre aux dispositions de l'arrêté. Un PGS est transmis pour l'année 2022 sous 3 mois à l'inspection, ce plan est mis à jour annuellement tant que des produits susceptibles d'émettre des COV sont utilisés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 15 : Gestion des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/04/2002, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets, stockage, élimination
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> <b>Arrêté préfectoral n°02-1810 du 16 avril 2002</b> Annexe à l'arrêté 5 - DECHETS</p> <p>« 5.1.1 - L'exploitant devra prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et ce conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur (Titre IV du livre V du Code de l'Environnement). (...) »</p> <p>« 5.3.2.1 - La durée maximale de stockage des déchets ne devra pas excéder 3 mois hormis pour les déchets générés en faible quantité (&lt; 5 t/an) ou pour des déchets faisant l'objet de campagnes d'élimination spécifiques. (...) »</p> <p><b>AM 31/01/2008</b> Article 4 « II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : - les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/an. (...) »</p> <p><b>Code de l'environnement</b> Respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur (Titre IV du livre V du Code de l'Environnement).</p> <p>Voir notamment les dispositions concernant : * le registre, * les conditions de stockage, * l'élimination.</p>
<p><b>Constats :</b> Compte-tenu de la nature de son activité, l'exploitant génère et traite une quantité de déchets dangereux très supérieure à 2 tonnes par an (environ 11 t en 2022). Par conséquent, il est concerné par l'obligation de déclaration annuelle prévue par l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets.</p> <p>L'exploitant précise qu'il n'avait pas connaissance de cette disposition. Une première déclaration pourra être réalisée début 2024 concernant les déchets produits et traités en 2023 (avant le 31 mars 2024).</p> <p><b>Non-conformité n°9 :</b> L'exploitant ne déclare pas une fois par an les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement (quantités très supérieures à 2 t/an), contrairement aux dispositions prévues par l'article 4 de l'arrêté du 31/01/2008. L'exploitant devra tout d'abord solliciter en ligne la création d'un compte « Cerbère » (<a href="https://authentification.din.developpement-durable.gouv.fr/authSAML/moncompte/creation/demande.do">https://authentification.din.developpement-durable.gouv.fr/authSAML/moncompte/creation/demande.do</a>), puis un accès à l'application dénommée « GERE ».</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté la présence de déchets liquides stockés en extérieur en dehors d'un dispositif de rétention. Ces déchets étaient situés sous auvent.</p> <p>Les quantités d'huiles usagées stockées sont supérieures à la production annuelle de ce type de déchets par la société. Ils sont donc à éliminer.</p> <p>Les déchets d'emballages souillés étaient stockés à l'abri dans de bonnes conditions. Le jour de la visite, les quantités présentes étaient importantes, une évacuation était nécessaire au regard des</p>

capacités de stockage dans de bonnes conditions. L'exploitant a indiqué qu'il avait sollicité une collecte par son prestataire, mais que ce dernier avait du retard. La production de déchets est régulière selon l'exploitant, mais les collectes sont déclenchées uniquement sur demande.

**Non-conformité n°10 :** L'exploitant fait éliminer les déchets d'huiles stockés sur l'établissement depuis plus d'un an, conformément aux dispositions prévues par le point 5.3.2.1 de l'annexe à l'arrêté préfectoral.

**Observation n°8 :** L'exploitant doit mettre en place une organisation lui permettant d'assurer une élimination régulière de ses déchets dangereux conformément aux dispositions prévues par son arrêté préfectoral, afin de garantir de bonnes conditions de stockage des déchets dangereux et en quantités limitées.

Lors de la visite, l'inspection a relevé la présence de palettes de bois à proximité du stockage des déchets dangereux (neuves ou usagées).

**Observation n°9 :** L'exploitant doit s'assurer de la maîtrise du risque d'incendie et de pollution liés à ses installations principales et annexes. À ce titre, il convient d'éviter de stocker des produits combustibles (palettes neuves ou usagées) à proximité de la zone de stockage des déchets dangereux.

L'exploitant a présenté 2 bordereaux de suivi de déchets dangereux (BSD) relatifs à l'élimination de déchets souillés (emballages, filtres, chiffons). Ces bordereaux datés du 24/01/2023 n'étaient pas encore signés par l'installation de destination. L'exploitant doit s'assurer du traitement final des déchets qu'il fait éliminer.

**Observation n°10 :** L'exploitant transmet les bordereaux suivants une fois complétés par l'installation de destination : BSD n°BSD-20220428-64ZYMVRYE et n°BSD-20220602-5T5HY6BBQ. Par ailleurs, l'exploitant transmet la FID (fiche d'identification du déchet) et le CAP (certificat d'acceptation préalable) relatifs à ces déchets (filtres, chiffons souillés et emballages souillés).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite

**Proposition de délais :** 3 mois